

Gabon-Afrique du sud/Visite du vice-ministre aux Relations internationales Renforcement de la coopération et convergence de vues



Les autorités du ministère des Affaires étrangères avec leurs hôtes d'Afrique du Sud, notamment le vice-ministre des Relations internationales, Luwellyn Landers (costume noir).



Une vue de la partie gabonaise, lors de la réunion avec la délégation sud-africaine.



La partie sud-africaine, lors de la séance de travail avec les autorités du ministère gabonais des Affaires étrangères.

J-C.A
Libreville/Gabon

C'est la quintessence des échanges qui ont récemment eu lieu entre le ministre délégué aux Affaires étrangères, Calixte Nsie Edang, le vice-ministre sud-africain en charge des Relations internationales, Luwellyn Landers.

DANS le cadre du renforcement de la coopération bilatérale, une séance de travail a réuni hier, à l'hôtel des Affaires Etrangères de Libreville, le Ministre délégué de ce Département, Isidore Calixte Nsie Edang, qu'accompagnaient les principaux responsables des directions impliquées, et une délégation sud-africaine conduite par le vice-ministre des Relations internationales et de la

Coopération, Luwellyn Landers. Dans son mot de circonstance, Calixte Nsie Edang a loué tout l'intérêt que les plus hautes autorités de ce pays ami accordent au renforcement des liens de coopération entre les deux Etats. Ainsi il n'est point besoin de rappeler la qualité des relations qui lient Ali Bongo Ondimba à son homologue Jacob Zuma, lesquelles sont matérialisées par une vision commune sur les grandes questions régionales et internationales et des concertations régulières au sein des grandes instances régionales et internationales. Donnant ensuite un aperçu de la situation politique et économique locale, le ministre délégué aux Affaires étrangères a rappelé que le Gabon jouit d'une stabilité politique, gage d'un développement durable... Au plan économique, il a

fait part à son interlocuteur des grands chantiers initiés par le chef de l'Etat dans le Plan stratégique Gabon émergent (PSGE), à savoir la Zone économique de Nkok, la mise en place d'un dispositif fiscal et douanier avantageux, l'initiation de plusieurs projets structurants dans le cadre du Gabon industriel, l'opérationnalisation du programme Graine, la mise en place de la couverture médicale élargie à l'ensemble des couches sociales, la Banque de l'habitat, etc. Aussi a-t-il invité les opérateurs économiques sud-africains à s'implanter à Nkok, qui leur ouvrira le marché de l'Afrique centrale. En réponse, Luwellyn Landers a déclaré que sa visite fait suite aux accords signés en 2003, 2005 et 2006 et que son pays est déterminé à lever toutes les entraves à leur application. Mieux, le Gabon re-

gorge d'atouts à même d'intéresser les investisseurs sud-africains. Mais il est nécessaire que tous les accords soient au préalable ratifiés. En réaction à cette dernier aspect, le membre du gouvernement gabonais a rassuré son interlocuteur sur le fait que, bien que le processus de ratification soit long dans notre pays, leur ratification imminent ne fait plus aucun doute. Avant de rappeler que la réunion des hauts fonctionnaires réunissant les deux pays se tiendra au Gabon en 2017.

PROGRES • S'agissant des progrès accomplis dans le processus d'intégration régionale, il a été rappelé que le Gabon est engagé aux côtés d'autres Etats de la communauté dans le processus d'intégration régionale. Ainsi, le libre-échange et l'Union douanière avec l'existence d'un

tarif extérieur commun (TEC) sont effectifs dans la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac). Les projets d'harmonisation des politiques économiques dans le transport, les télécommunications, l'énergie, les mines, la forêt, les finances publiques, la santé et l'agriculture sont mis en œuvre, etc. Toutefois, a-t-il souligné, le processus d'intégration est soumis à des contraintes économiques qui en limitent l'essor. Aussi, pour plus d'efficacité, la rationalisation des communautés d'intégration en Afrique centrale est en cours avec des programmes d'harmonisation de politique Cémac/Ceeac, même si des défis majeurs restent à relever (paix et sécurité, compétitivité internationale, sécurité alimentaire et gestion de l'environnement). Il a rappelé que le Gabon a assuré

la présidence de la Cémac en 2012 et assure celle de la Ceeac depuis le 25 mai 2015. S'agissant de la piraterie maritime dans le Golfe de Guinée, le ministre délégué a informé que les acteurs maritimes gabonais ont proposé cinq stratégies relatives au combat contre ce fléau. Ceux-ci se déclinent en la défense du pays et ses citoyens contre les actes d'agression ou de guerre, la prévention des actes terroristes, la protection des droits aux ressources naturelles dans la mer et les fonds marins, etc. Les initiatives régionales n'ont pas été en reste. Enfin, pour ce qui est de la Cop 21, le vice-ministre sud-africain a été mis au courant des avancées du Gabon en matière de lutte contre les changements climatiques et de la signature de l'Accord de Paris au mois d'Avril 2016.

Activités présidentielles

Mboumba Nziengui et Carlos Okinda au palais

J.O.
Libreville/Gabon

Responsables de l'UPG et du PGCI, ces deux acteurs politiques sont venus réitérer leur soutien à la politique du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, tout en lui annonçant la tenue, dans les jours à venir de leurs congrès respectifs. En ligne de mire leur appui à la candidature de celui-ci à sa propre succession en

août prochain.

LES leaders de l'Union du peuple gabonais, Mathieu Mboumba Nziengui, et du Parti gabonais du centre indépendant (PGCI), Carlos Okinda ont été reçus, hier, par le président de la République. Ils y étaient pour marquer à Ali Bongo Ondimba leur adhésion à sa politique. Et saisi l'opportunité pour lui annoncer l'organisation prochaine de leurs congrès respectifs.

C'est le secrétaire exécutif de l'UPG, Mathieu Mboumba Nziengui, qui a été, le premier, l'hôte du numéro un gabonais. L'actuel ministre d'Etat, ministre de l'Agriculture, chargé du programme Graine, après avoir remercié le président de la République pour l'avoir associé au gouvernement d'ouverture, a qualifié d'exaltante la mission qui est la sienne. Puis, il a dénoncé un "débat politique" qui vole "bas". Aussi,

a-t-il demandé à son interlocuteur, en tant que garant des institutions de "recadrer tout le monde" afin que l'art politique soit plus responsable et participe activement au développement du pays. M. Mboumba Nziengui, tout en annonçant l'organisation du premier congrès de ce parti d'opposition créé par le défunt Pierre Mamboundou, il a dit soutenir la politique du chef de l'Exécutif en cette période de basse

conjuncture due à la baisse du prix du baril du pétrole. Quant au secrétaire exécutif du PGCI, Carlos Okinda, dont le parti politique est membre de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence, il est allé solliciter la présence du chef de l'Etat au congrès d'investiture qu'il prévoit d'organiser dans les tout prochains jours. Une initiative qui s'inscrit dans le cadre du soutien du PGCI au candidat à la Présiden-

tielle d'août prochain. A l'image des autres formations politiques de ce regroupement - à l'image du Centre des libérateurs réformateurs (CLR) de Jean-Boniface Assélé, l'Alliance démocratique et républicaine (ADERE) de Florentin Moussavou, et l'Union pour la démocratie et l'intégration sociale (UDIS) - qui ont investi Ali Bongo Ondimba, comme leur champion à la présidentielle d'août 2016.



Le prix du poisson, quel rapport avec mon projet?

Votre organisation fait partie d'un écosystème - il est étonnant de voir à quel point des changements dans un secteur peuvent se répercuter sur l'ensemble de votre marché.



THE INSIDE EDGE
www.oxfordbusinessgroup.com
gabon@oxfordbusinessgroup.com
@OBSights